

Annexe 8 : Mécanisme de compensation

1. Conditions requises pour pouvoir bénéficier du mécanisme de compensation

1^{ère} Condition : Heures ALP disponibles année N > heures ALP liquidées année N

Si le nombre d'heures ALP disponibles en N est inférieur ou égal aux heures ALP liquidées en N, il n'y a pas lieu d'effectuer un paiement compensatoire.

Définitions	
Les heures ALP (au lit du patient) disponibles (ALPD)	<p>Elles correspondent aux heures de travail disponibles du personnel soignant prestant des actes d'aides et soins aux bénéficiaires de l'assurance dépendance.</p> <p>Il s'agit par conséquent du nombre d'équivalents temps plein (ETP) dans les carrières du personnel d'assistance, de soins et socio-éducatif, diminué, le cas échéant, des ETP affectés aux activités relevant de l'assurance maladie, des ETP nécessaires à la gestion et la coordination des équipes, aux déplacements et à la gestion de la formation continue, multiplié par le référentiel du temps de travail (RTT) applicable l'année N. Pour le détail des carrières prises en compte il est renvoyé à l'exposé des motifs (note méthodologique) relatif aux protocoles d'accord portant sur la fixation des valeurs monétaires pour l'exercice 2012. Les RTT sont arrêtés de commun accord entre la CNS et la COPAS.</p>
Les heures ALP liquidées (ALPL)	<p>Elles correspondent à la somme suivante :</p> <p>Sum $n_i * t_i * c_i$, avec :</p> <p>n_i = nombre d'actes/forfaits i liquidés par la CNS t_i = temps unitaire fixé pour l'acte i c_i = coefficient d'intensité/d'encadrement défini pour l'acte i Pour les actes, temps unitaires et coefficients d'intensité il est renvoyé à l'annexe 7 (10 avant 31/12/2017) de la présente convention</p>

Les ALPD et les ALPL sont déterminés par prestataire exécutant identifié au niveau de la facturation par le code exécutant.

2^{ème} Condition : Le nombre d'heures ALP liquidées pour l'exercice N doit être inférieur au nombre d'heures de référence calculé sur base de l'exercice N-1

a. Détermination de la dotation de base

La sur dotation (ALPD > ALPL) en N est compensée peu importe si elle est le résultat de l'application de critères d'évaluation plus stricts mise en place par la CEO à partir de l'exercice 2015 ou de la mise en vigueur des modifications législatives à partir de janvier 2018. Une surdotation préexistante ne sera pas prise en compte.

La dotation de base est définie par rapport à 2014 :

Définition : dotation de base = R14	
R14	min (ALPD14, ALPL14)

b. Détermination du nombre d'heures de référence pour l'année N

Le nombre d'heures de référence (Rn) pour l'exercice n correspond au nombre d'heures ALPD de l'exercice n qui est rapporté au nombre d'heures liquidées (ALPL) pour cet exercice afin de déterminer si le prestataire a droit à un paiement compensatoire et d'en calculer le montant pour l'exercice n.

Le Rn est déterminé à partir de Rn-1 qui est adapté en fonction de l'évolution du nombre de personnes disposant d'un plan de prise en charge entre n-1 et n, et en fonction de la rotation des salariés du prestataire.

Les adaptations précitées tiennent donc compte :

- Taux d'évolution du nombre de personnes dépendantes = tc

Ce taux s'obtient de la façon suivante :

$(\text{Nombre de personnes dépendantes en } n / \text{Nombre de personnes dépendantes en } n-1) - 1$

Le nombre de personnes dépendantes pour chaque année est déterminé sur base du nombre total de journées patient facturées divisé par 365. Une journée patient facturée correspond à une journée pour laquelle au moins un acte a été presté et payé par la CNS pour un patient donné.

Cas particulier : l'évolution du nombre de personnes dépendantes dans le secteur du maintien à domicile entre 2017 et 2018

L'évaluation de l'évolution du nombre de patients entre 2017 et 2018 dans le secteur du maintien à domicile se fait sur base du nombre de jours potentiels de prestation à l'exclusion des jours d'hospitalisation et des périodes de séjour en établissement d'aide et soins à séjour intermittent. Le

jour de début du séjour hospitalier n'est pas comptabilisé comme jour d'hospitalisation. Un jour potentiel de prestation correspond à un jour pour lequel existe un droit pour la personne dépendante à un forfait pour actes essentiels de la vie au sens de l'article 353 du Code de la sécurité sociale. Les personnes dépendantes pour lesquelles aucun acte n'a été presté pendant une semaine ne sont pas prises en compte.

- **Taux de rotation du personnel ALP = ts**

Ce taux est déterminé de la façon suivante :

$$(\text{Nombre ALPD en } n / \text{Nombre ALPD en } n-1) - 1$$

Le taux de rotation à appliquer (taux de rotation applicable = tsa) pour la fixation du nombre d'heures de référence Rn est déterminé selon les règles suivantes :

1^{ère} règle :

Conditions	Taux de rotation applicable (tsa)
$tc \leq 0$, et $ts \leq 0$, et $ts \leq tc$	$ts - tc$
$tc \leq 0$, et $ts \leq 0$, et $tc \leq ts$	0
$0 \leq tc$, et $ts \leq 0$	ts
$0 \leq tc$, et $0 \leq ts$, et $ts \leq tc$	$ts - tc$
Tous les autres cas	0

2^{ème} règle :

Le taux de rotation applicable ne peut être inférieur à -2,5% dans le cas des réseaux d'aide et soins et des centres semi-stationnaires visés à l'article 389 du Code de la sécurité sociale respectivement dans le cas des établissements d'aide et de soins à séjour intermittent au sens de l'article 391 du Code de la sécurité sociale. Si le taux de rotation résultant de l'application de la 1^{ère} règle ci-avant est inférieur au taux de -2,5%, c'est ce dernier qui sera appliqué.

Pour l'exercice 2015 il n'est pas tenu compte du taux de rotation de l'effectif ALP. Pour les exercices 2016, 2017 et 2018 il est pris en compte le taux de rotation applicable (tsa) selon les deux règles reprises ci-avant.

Les conditions pour pouvoir prétendre à un paiement compensatoire en fonction de l'année considérée, ainsi que la règle de détermination de son montant sont repris dans le tableau suivant :

Exercice 2015	
Nombre d'heures de référence	$R_{15} = \min(R_{14} * (1+tc) ; ALPD_{15})$
Condition qui doit être remplie	$ALPL_{15} < R_{15}$
Montant du paiement compensatoire	$(R_{15} - ALPL_{15}) * VM_{15}$
Exercices 2016-2017-2018 (n = année considérée)	
Nombre d'heures de référence	$R_n = \min(R_{n-1} * (1+tc) * (1+tsa) ; ALPD_n)$

Condition qui doit être remplie	$ALPL_n < R_n$
Montant du paiement compensatoire	$(R_n - ALPL_n) * VM_n$

Si pour un exercice un prestataire ne peut plus prétendre à un paiement compensatoire, cette exclusion du dispositif vaudra également pour les années suivantes. Sauf si cette situation résulte d'un décalage dans le temps des évaluations des personnes dépendantes selon les critères plus stricts.

Pour l'année 2018 cette condition d'octroi n'est pas d'application.

2. Dispositions légales

Les dispositions résultant de la présente annexe sont soumises aux dispositions légales portant sur les subventions financières visées par la présente annexe.

3. Avances de trésorerie

Les paiements compensatoires sont calculés et versés à posteriori (en n+1). Les prestataires peuvent demander des avances sur ces paiements compensatoires. Ces demandes doivent être dûment motivées, chiffres à l'appui.

4. Facturation à posteriori du versement d'un montant compensatoire.

Toute facture liquidée par la CNS et concernant un exercice pour lequel un montant compensatoire a déjà été établi et versé, fera l'objet d'un remboursement par le prestataire concerné à la CNS.

5. Condition supplémentaire

Les prestataires prétendant au versement d'un paiement compensatoire s'engagent à fournir à l'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance, les balances des comptes de produits ainsi qu'un relevé descriptif des activités opposables ni à l'assurance dépendance, ni à l'assurance maladie dont les éléments de coûts figurent dans les données recensées dans le cadre des négociations des valeurs monétaires.

